L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat et de la Ville.

IMPRIME PAR JEROME BAYON.

NOUVELLE-ORLEANS:

JEUDI MATIN, 24 DECEMBRE 1835.

MARCHE DE COTON.

Une baisse subite et assez forte a eu lieu hier dans les prix de nos balles. 17,340 balles ont été vendues depuis 12 7/8 cts. jusqu'à 15 cents le livre. Les ventes n'étoient jusqu'à la clôture à 16 et 16 cents.

Une nouvelle de cette importance est faite pour donner l'alarme aux planteurs; cependant il peut arriver que cette baisse ne soit que momentanée et que d'un jour à l'autre cette tendance sera en faveur. Semine ci-devant. Toujours il paraît bien être sûr que la question française, qui est loin d'être décidée pour le dernier message du Président, ait contribué à occasionner cette baisse étonnante. Peut-être aussi les ventes ont-elles été simulées et calculées de manière à occasionner de fortes transactions à des prix inférieurs.

NOUVELLE COMMERCIALE.

Le bassin de faire connaître au public le message si impatiemment attendu du Président ne nous a point permis d'annoncer au commerce que la fermeture des ports du Nord a été levée par la goélette Simpson, en annonçant cette désastreuse nouvelle nous avions pour garant de la vérité du fait le capitaine de ce même navire, M. Wood, qui nous assurait à la publier sous son nom; plusieurs de nos confrères ont été à l'épreuve de la même supercherie, en donnant la même nouvelle. Nous déplorons que des spéculations clandestines soient trop souvent la source d'alarmes pour notre commerce et que nous ne puissions jamais surtout lorsqu'elle nous arrivent avec tous les caractères de la vérité.

MESSAGE DU PRESIDENT.

QUESTION FRANÇAISE.

Ce document important est à la fin connu de tout le peuple américain. Chacun des membres de la grande république sent au juste quelle est la situation des affaires du gouvernement tant à l'intérieur qu'à l'étranger. La prospérité toujours croissante des Etats-Unis, leur commerce étendu avec toutes les nations du monde, commerce qui ne peut qu'augmenter à l'infini en raison des facilités qu'offre et nos huit maritimes, nos ressources prodigieuses et les denrées de première classe que produit notre sol et qui sont recherchées avec avidité par les premières manufactures de l'Europe; enfin la paix dont nous jouissons depuis nombre d'années, et qui est sans contredit la cause essentielle de nos richesses nationales et de notre bonheur présent, tout cela concourt à nous donner l'assurance que l'avenir le plus brillant est réservé à tous les Etats de la confédération, si des causes imprévues, des contretemps que l'on ne peut calculer, des obstacles qui naissent non pas de la nature des choses mais plutôt du caprice de quelques-unes des puissances avec lesquelles nous n'avons eu jusqu'ici que des relations d'amitié et de fraternité, ne viennent arrêter pour un moment l'essor inouï que nous avons su donner à toutes les branches de notre commerce, et notre industrie locale; et détourner la grande route qu'elle s'est tracée pour arriver plus sûrement au pinacle de la gloire et de la grandeur.

Et que l'on ne se méprenne pas sur les craintes que font naître tous les cabinets étrangers pour mettre des bornes à la puissance des Etats-Unis. La politique des rois de l'ancien continent est d'entraver la marche de notre gouvernement, et d'arrêter ce torrent de principes libéraux qui, des rivages américains, se déborde ensuite sur toutes les parties de l'univers. Chaque nouveau pas qui fait la grande république pour arriver à son dernier période de prospérité fait perdre aux monarchies de l'Europe une partie de leurs anciennes prérogatives et nombre de privilèges jusqu'alors reconnus comme inhérens à la souveraineté; chacune de nos nouvelles institutions politiques rapprochent les peuples transatlantiques de ce point de souveraineté nationale auquel ils ambitionnent tous d'arriver, et qui occasionne dans l'autre hémisphère ces conciliabules, ces diètes, ces réunions de têtes couronnées connues sous le nom de sainte alliance, quadruple alliance, &c. Chaque nouveau degré ajouté au trône populaire en fait perdre un aux trônes hiérarchiques. Il est donc prudent de la part des rois de réunir tous leurs efforts pour conjurer l'orage qui se forme de jour en jour sur leurs têtes, et pour maintenir dans toute leur intégralité les privilèges qu'ils disent leur être légitimement transmis par leurs ancêtres. Et comment s'y prendront-ils pour parvenir à leur but? En suscitant une guerre entre les Etats-Unis et la première nation qui sera assez crédule pour donner dans le piège tendu par les souverains coalisés: ou plutôt les gouvernemens de l'Europe, dont les intérêts sont les mêmes ou à peu près, ont fait de cette guerre une véritable loterie dans laquelle chacun d'eux a pris son numéro. Le lot gagnant est échu à la France. Cela ne pouvait être différemment en conséquence de la vieille question de l'indemnité tenue sur le tapis depuis près de 25 ans. La dette est juste: elle est reconnue du moins comme telle par le gouvernement de juillet. Il faut payer, mais avant cela il est convenant de mettre les bâtons dans les roues. Vite un amendement attendant des explications sur l'intention d'un message qui n'est nullement adressé à la nation française, mais qui n'est qu'une simple communication faite par une branche de notre gouvernement à l'autre. Expliquez-vous d'une manière satisfaisante, dit-on en s'adressant au président de la république, et vous aurez l'argent que vous réclamez. On doit concevoir ce qu'il y a d'ambigu dans un pareil amendement; car quelle sera l'étendue des explications, quelle en doit être la nature pour satisfaire amplement le cabinet français? Nous l'ignorons; et voilà cependant ce que les chambres auraient dû préciser de manière à finir toutes les doutes à ce sujet. L'Amérique n'a pas voulu de rupture avec la France; Jackson n'a point eu l'intention d'insulter une nation amie qui s'arracher d'elle par la menace, ce que la justice eût pu exiger qu'elle refusât. La lettre de M. Livingston au duc de Broglie, président du Conseil des ministres, s'explique assez clairement sur ce point; cette lettre obtint l'assentiment de Jackson; elle devint pour le gouvernement français pièce officielle le 25 avril 1835, et cependant on ne paya pas, en alléguant que les formalités requises par l'acte des chambres n'étaient point été remplies.

Maintenant donc, d'après les antécédens établis, le nouveau message du président a dû être sujet à bien des versions et donner lieu à de divergences d'opinions sur la manière dont le gouvernement français interprétera l'explication donnée par Jackson lui-même. Les uns pensent que le différend avec la France sera terminé amiablement, et ceux-ci fondent leur opinion sur cette partie du message conçue en ces termes:

"L'idée que j'ai voulu menacer ou insulter le gouvernement français est aussi peu fondée qu'il serait vain et ridicule d'prétendre arracher par les craintes de cette nation ce que la justice lui commanderait de refuser."

N'est-ce pas là, ajoutent-ils une explication satisfaisante? Et la France peut-elle faire autrement que de la considérer comme un préambule, comme un chemin pour arriver à la question? Voilà ce que pensent la plupart des hommes politiques; et d'après leur opinion personnelle, ils ne doutent pas un instant que le président ne s'en fusse à ce principe en ajoutant: "Je ne puis, et je ne dois pas, me dispenser de vous recommander scrupuleusement tout ce qui a trait à la question française." Ceux qui ne pensent pas de même croient cependant que le mot que nous avons cité plus haut ne soit autrement que celui qu'on y a voulu voir. Jackson, disent-ils, établissant le principe généralement que les communications d'une branche du gouvernement à l'autre n'ont rien à faire avec les dispositions étrangères et que c'est aussi à propos que Louis XVIII se refusa au droit de prendre les explications que ministre de France aux Etats-Unis en remettre deux pour. Jackson entre dans les détails de tout ce qui a été fait pour obtenir le règlement de la réclamation, pour entre les deux gouvernemens, et ajoute: "Je crois devoir sur le principe qu'il a établi, il dit:

"La constitution des Etats-Unis impose au président le devoir de soumettre au Congrès un tableau de la situation du pays dans ses relations tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, et de recommander à sa sanction des mesures qu'il regarderait nécessaires aux intérêts de la nation. Il ne peut être désespéré dans l'accomplissement de ce devoir, par la crainte de blesser les susceptibilités du peuple ou du gouvernement dont il aurait à devenir indispensable de faire mention; et la liberté de la presse est incapable de se circonscrire ce qu'aucune autre puissance du monde, quelque soit sa puissance, n'intervient dans la libre exécution des devoirs qui appartiennent à chacune à ses fonctionnaires publics. Les explications que j'ai lues dans les différentes branches du gouvernement nous regardent personnellement, et les officiers publics ne sont responsables qu'envers leurs commettans de ce qui a fait. Si dans le cours de leurs explications elles font erroné ment avancés ou d'injustes déductions prises, il est besoin, pour relever ces erreurs, quoique convaincus de les avoir connues, que de leur erreur de la justice et le recours, et à leur réparation, quelle la soit. Pourquoi donc aucun de nos prédécesseurs n'a-t-il pas cru devoir se soumettre à l'autorité étrangère